

DEPARTEMENT DES PYRENEES-ORIENTALES
VILLE DE CERET

DECISION DU MAIRE PAR DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL
(Article L.2122-22 du CGCT)

Marché à procédure adaptée ouverte Schéma Directeur d'Assainissement

Le Maire de la commune de CERET (Pyrénées-Orientales),

VU l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux délégations de pouvoirs susceptibles d'être consenties par le Conseil Municipal au Maire,

VU la délibération n°34/2020 du Conseil Municipal en date du 15 juillet 2020, portant délégation de pouvoir au Maire dans le cadre des articles L2122-22 et L2122-23 du Code Général des Collectivités territoriales, et ce pour la durée de son mandat,

VU le code de la commande publique entrée en vigueur le 1^{er} avril 2019 ;

Considérant que le marché a été passé sur le fondement des articles L.2123-1 et R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique,

Considérant que le marché sera conclu en tranches en application des articles R. 2113-4 à R.2113-6 du Code de la Commande Publique,

Considérant que la publicité a eu lieu à compter du 28 février 2023, pour un dépôt des offres au 31 mars 2023 à 12 h 00, avec des demandes de précisions le 21 avril 2023, et réponse au 05 mai 2023,

Considérant la nécessité de disposer d'un système d'assainissement performant, il est nécessaire de réaliser un schéma directeur d'assainissement,

Considérant que les crédits nécessaires à la réalisation de cette opération sont inscrits au budget assainissement,

DECIDE

Article 1er – Un marché à procédure adaptée ouverte pour la réalisation du schéma directeur d'assainissement est conclu avec le bureau d'études AZUR ENVIRONNEMENT société d'études sis 29 rue des cisterciens – 11100 NARBONNE, offre étant la mieux disante compte tenu des critères d'attributions de ce marché. Le montant total du marché est de 129 000 Euros hors taxe, soit 154 800.00 Euros TTC et pour un délai global de 15 mois.

Article 2 – Monsieur le Maire est autorisé à signer le marché correspondant et toutes pièces relatives à ce dossier.

Article 3 – La dépense afférente à cette opération sera imputée sur les crédits qui sont inscrits à cet effet au budget assainissement.

Article 4 – Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera portée à la connaissance du Conseil Municipal.

Article 5- La présente décision :

- Sera transmise à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales au titre du contrôle de légalité.

- Peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de CERET dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification, et de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet.

- Peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier par courrier ou sur le site Télérecours citoyens (www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de Monsieur le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Ampliation en sera :

- Adressée au Comptable Public.
- Notifiée à AZUR ENVIRONNEMENT

Fait à CERET, le 03 juin 2023

**Le Maire,
Michel COSTE**

